GEMENG HABSCHT

25 JUIN 2025

ENTRÉE

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Luxembourg, le 25 JUIN 2025

Skill Lab
Monsieur Tiago Correia
24-25, rue de Luxembourg
L-4220 Esch-sur-Alzette

N/Réf. : 2025-001249

Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après « loi modifiée du 18 juillet 2018 » et ses règlements d'exécution modifiés du 1er août 2018 ;

Vu la loi du 23 août 2023 sur les forêts, ci-après « loi du 23 août 2023 » ;

Considérant la demande et les annexes du 6 mai 2025 versées par Skill Lab aux fins d'obtenir l'autorisation pour le tournage d'un film du 24 juin au 18 juillet 2025 sur le territoire de la commune d'Habscht ;

Considérant le règlement grand-ducal du 1er juin 2016 déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Schwaarzenhaff / Jongebësch » sise sur le territoire des communes de Steinfort et d'Hobscheid ;

Considérant l'article 15 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 au terme duquel une autorisation du ministre est nécessaire pour des manifestations dans la mesure où elles se déroulent en forêt, dans les zones Natura 2000, dans des habitats d'intérêt communautaire ou dans des habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable et sur les cours d'eau,

Arrête :

Conditions

Article 1.- Le tournage se déroule sur le territoire de la commune d'Habscht, conformément aux règles de bonne conduite faisant partie intégrante de la demande.

Article 2.- Le tournage se déroule sur des chemins et sentiers existants (balisés) et suit le tracé/site repris sur la carte topographique.

Article 3.- Le nombre maximal de participants est limité à 50 personnes.

Article 4.- Aucun biotope protégé ou habitat visé par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution modifié du 1er août 2018 n'est réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.

Article 5.- Toutes les précautions sont prises pour éviter une pollution du sol par des hydrocarbures ou toute autre substance susceptible de nuire à la flore ou à la faune.

Article 6.- L'installation passagère de décors est autorisée sur les lieux du tournage à condition qu'ils soient intégralement enlevés au plus tard le jour qui suit le tournage de la dernière scène.

Article 7.- L'usage d'engins automobiles est uniquement autorisé sur les voies publiques goudronnées.

Article 8.- En cas de contrôle, l'organisateur doit présenter la présente autorisation, respectivement une copie.

Article 9.- Le présent accord ne vaut que pour la manifestation du 24 juin au 18 juillet 2025 et ne crée aucun droit à faire valoir ultérieurement.

Article 10.- Le préposé de la nature et des forêts (Triage d'Hobscheid, tél : 621 202 101) est averti avant la manifestation.

Informations

Il incombe à l'organisateur de la manifestation de s'assurer de la praticabilité et de la sécurité du tracé/site emprunté, notamment eu égard à la pratique de la chasse.

La présente est accordée sans préjudice d'autres autorisations éventuellement requises.

Afin de garantir une prise de décision dans un délai raisonnable avant la manifestation, toute demande d'autorisation ultérieure doit être soumise au moins 6 mois avant la date de la manifestation.

Recours

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être introduit devant le Tribunal administratif. Il doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le Tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être déposée auprès du Médiateur – Ombudsman. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Transmission

Conformément à l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018, une copie de la présente est adressée à l'administration communale territorialement compétente.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement